



Rebâtir notre souveraineté alimentaire

L'Histoire retiendra de la crise du Covid-19 qu'elle fut un révélateur de la grande fragilité de nos sociétés face à l'aléa sanitaire, à la difficulté de bâtir une réponse internationale forte et concertée, et à une mondialisation ayant conduit à déléguer à des tiers la production de certains biens, même lorsqu'ils étaient de première nécessité.

Le Président de la République en a tiré les enseignements en affirmant le 13 avril dernier le besoin de « rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française ». Ces propos nous confortent dans notre conviction que la souveraineté alimentaire est un enjeu stratégique et qu'elle doit être une priorité.

Depuis le début de cette crise, nous avons prouvé que nous étions encore un grand pays fort de son agriculture ! Nos concitoyens ont d'ailleurs salué notre capacité à nous adapter en un temps record à leurs nouveaux modes de consommation. Ils ont également été très nombreux à venir en aide aux agriculteurs en manque de main d'œuvre. La deuxième ligne de défense a tenu et chacun doit en être remercié ! Elle a tenu, mais à quel prix ! Certaines filières sont dévastées et d'autres très affectées par une crise sans précédent et qui n'est malheureusement pas encore terminée.

Au-delà des fragilités conjoncturelles engendrées par cette pandémie, ce sont bien aujourd'hui nos fragilités structurelles qu'il convient de corriger car elles menacent directement notre indépendance alimentaire, et donc notre souveraineté. C'est ainsi que depuis 20 ans, la production agricole française stagne alors que la population a augmenté de 11% et que le nombre d'agriculteurs a baissé de près de 15% en 10 ans. Les rendements sont de plus en plus incertains compte tenu des aléas climatiques qui s'accroissent et la recherche peine à identifier de nouveaux systèmes de production plus adaptés. Parallèlement, nos importations, « low-cost » principalement, augmentent plus vite que nos exportations. La situation de dépendance s'accroît dangereusement !

La principale vertu de cette dramatique crise aura été de rappeler les grands fondamentaux qui permettent à notre nation de traverser les siècles. Parmi ceux-ci, le défi qui consiste à rebâtir notre souveraineté alimentaire est enfin reconnu à sa juste valeur. Il est immense, car il est à fois démographique, économique et environnemental.

- Tout d'abord, face au choc démographique qui verra plus de la moitié des agriculteurs partir à la retraite en moins de dix ans, il est urgent de susciter des vocations chez les jeunes en promouvant les métiers de l'agriculture et d'offrir des perspectives à ceux qui s'installent en les accompagnant au mieux dans leurs projets et en renforçant leur autonomie décisionnelle. Car tous les efforts destinés à consolider notre agriculture n'auront d'effet que si les femmes et les hommes qui en sont les acteurs sont encore nombreux demain sur nos territoires !
- D'un point de vue économique, il est indispensable de conforter, structurer, développer et, lorsque cela est nécessaire, relocaliser nos filières de production. Pour ce faire, nous devons investir dans nos outils de production et de transformation, assurer la transparence sur l'origine des produits, notamment l'origine France, et sensibiliser les consommateurs sur le juste prix de l'alimentation qui prend en compte les coûts de production des agriculteurs.

Mais n'oublions jamais que pour être indépendants, il nous faut aussi savoir rester compétitifs. Faute d'y veiller, les mêmes causes produiront demain les mêmes effets que ceux que nous connaissons aujourd'hui, à savoir un accroissement des importations. Renforcer notre compétitivité, c'est avant tout donner à l'agriculture française la possibilité de répondre aux attentes de tous les consommateurs, de produire toutes les gammes et pour tous les moments de consommation.

Pour être indépendants, il faut aussi disposer d'entreprises capables de traverser les crises. Assurer la résilience des filières agricoles et de leurs entreprises par l'accompagnement des transitions nécessaires et par une politique de prévention et de gestion des risques ambitieuse, face au dérèglement climatique notamment, est une nécessité absolue.

- Reconquérir notre capacité productive ne saurait se construire en dehors d'une logique de croissance durable prenant en compte les enjeux environnementaux.
Le monde agricole propose de sceller avec les Français un « pacte de confiance » qui s'appuie sur l'engagement des acteurs des filières agricoles et alimentaires et des territoires de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique par le stockage du carbone, le développement de la biodiversité, l'utilisation raisonnée des intrants, la relocalisation de certaines productions et le développement de circuits de distribution plus courts. En contrepartie, ce pacte nécessite des décideurs politiques, des citoyens et des consommateurs qu'ils permettent aux agriculteurs de vivre dignement de la vente de leurs productions afin de concilier activité économique et transition agroécologique.

Rebâtir une véritable souveraineté alimentaire, c'est aussi reconstruire notre rapport au monde et à l'Europe.

- Au monde tout d'abord. N'oublions jamais que notre agriculture contribue aux grands équilibres alimentaires mondiaux. Nous fournissons chaque jour aux citoyens partout dans le monde des denrées diversifiées et de qualité. Nous importons chaque jour des produits que notre pays ne peut produire. Le fantasme du repli commercial est un leurre. Soyons conscients de notre responsabilité nourricière, accompagnons les organisations des pays du Sud et agissons pour des règles équitables au sein du commerce international. Rappelons sans cesse que l'alimentation, comme la santé, n'est pas un marché comme les autres !
- A l'Europe surtout. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la politique agricole est européenne. C'est d'ailleurs grâce à elle que nous sommes aujourd'hui au rendez-vous des besoins alimentaires des français. Dans ce contexte, il ne fait pas de doute que celle-ci doit rester européenne ! C'est pourquoi, au moment où les travaux de redéfinition de la politique agricole commune vont s'ouvrir, nous avons besoin de nous interroger avec lucidité sur les outils nécessaires pour conforter notre indépendance agricole. N'est-ce pas le moment de retrouver les vertus d'une régulation adaptée, de veiller à l'absence de distorsions de concurrence, notamment sur les normes de production avec nos partenaires des pays tiers comme au sein de l'Europe, de reconnaître la proximité comme un atout ? Proposons un véritable cap agricole, alimentaire et solidaire à l'Europe !

Rebâtir une souveraineté alimentaire sera le chantier d'une génération. Il ne sera possible que s'il s'inscrit dans une véritable démarche de solidarité. Nous avons toujours soutenu l'idée que l'agriculture était une chance pour la France et pour l'Europe. Les circonstances le démontrent brutalement aujourd'hui ! Nous sommes conscients que chacun a un rôle important à jouer. Nous y sommes prêts !

Christiane Lambert Présidente de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA)

Samuel Vandaele, Président de Jeunes Agriculteurs (JA)

Pascal Cormery, Président de la Confédération Nationale de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles (CNMCCA)

Sébastien Windsor, Président des Chambres d'agriculture